



Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

294-295 | Juillet-octobre 2006

Madagascar. La gestion durable de l'environnement

Avant-propos

Bernard Roux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/951>

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2006

Pagination : 90-91

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Bernard Roux, « Avant-propos », *Économie rurale* [En ligne], 294-295 | Juillet-octobre 2006, mis en ligne le 28 octobre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/951>

Face au contexte international, il nous est apparu intéressant de publier, à la suite du dossier « Madagascar », deux articles et un débat qu'il convient de présenter à nos lecteurs.

Recherches

Avant-propos

Dans son numéro 272 (2002), *Économie rurale* publiait un article sur le concept Équivalent subvention à la production (ESP)¹, portant sur le secteur laitier, en soulignant les limites théoriques et méthodologiques de cet indicateur et en suggérant des solutions qui le rendraient plus adéquat, par exemple lors des négociations à l'OMC. Par la suite, cet article a donné lieu, à un débat² publié dans le numéro 276 (2003).

Pour mémoire, rappelons que cet indicateur, calculé depuis 1986, offre, sur une longue période, une information utile de l'évolution du soutien aux producteurs agricoles. Il est souvent utilisé dans les débats internationaux.

Ce thème est à nouveau analysé dans ce numéro par **Alexandre Gohin** et **Fabrice Levert** qui s'interrogent sur l'utilité des indicateurs ESP dans les politiques américaines et européennes. Pour eux, la question est de savoir si la hiérarchie des ESP est un bon indicateur pour les négociations actuelles. Pour cela, tout en sachant bien qu'il existe une multitude de façons de modéliser les marchés agricoles, ils mobilisent et approfondissent deux modèles qui, certes, ont des limites mais peuvent contribuer à l'éclairage des actuels débats à l'OMC.

* *

*

La filière horticole est couramment assimilée aux cultures destinées à l'ornement, essentiellement les fleurs. En réalité, elle englobe l'ensemble des plantes d'ornement et les cultures de fruits et légumes. C'est en ces termes que **Serge Blondel** et **Caroline Widehem** présentent le secteur de leur étude. Ils constatent qu'une coordination entre les producteurs en ornement est difficilement réalisable. Pourquoi ? Ces producteurs sont-ils tout simplement individualistes ou sont-ils tributaires d'un contexte économique qui leur est défavorable ? Après avoir étudié les deux marchés, les secteurs d'ornement et vivrier, les auteurs exposent les résultats d'une enquête réalisée à l'occasion de deux salons professionnels nationaux. Les résultats sont analysés en reprenant les jeux standards utilisés en économie expérimentale : le jeu de l'ultimatum et le dilemme du prisonnier.

1. Maurice Doyon, Daniel-M. Gouin, Nicolas Paillat, « Analyse critique du concept d'ESP. Application au secteur laitier ».

2. Stefan Tangermann « A propos du concept d'ESP » et réponse des auteurs précédemment cités.

L'interprétation de ces résultats est particulièrement intéressante : il apparaît que les acteurs de cette filière ne sont pas totalement responsables de cette défaillance de coordination. Les auteurs suggèrent que les organismes publics sont parties prenantes dans l'entreprise consistant à faire face au contexte international et aux pays concurrents.

* *

*

Débat

Qu'en est-il des Accords des droits de propriété industrielle qui touchent au commerce (ADPIC), dans lesquels les indications géographiques sont expressément prévues ? **Mai-Anh Ngo** offre, au travers de ce débat, un enrichissant état d'avancement des différentes discussions qui ont lieu au sein de l'OMC. Il s'avère que la mise en œuvre aboutie d'une protection universelle des indications géographiques conférerait au produit alimentaire défini par une indication géographique une dimension mondiale.

* *

*

Ces trois textes viennent compléter l'important dossier sur la gestion durable de l'environnement à Madagascar, que ses coordinateurs présentent en page 4. Ainsi, nos lecteurs trouveront dans ce numéro une matière diversifiée propre à stimuler leur propre réflexion. ■

Bernard ROUX

Président du Comité de rédaction